

Jean Gadrey, 15 janvier 2020

Pour contenir le réchauffement : refroidir le capitalisme

 blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2020/01/15/pour-contenir-le-rechauffement-refroidir-le-

Refroidir peut prendre plusieurs sens, entre le « en finir avec » et le « refroidir ses ardeurs ». Nous verrons ce qu'il en est, mais commençons par remarquer que la mise en accusation du « système » s'est beaucoup répandue ces dernières années et que, dans la plupart des cas, il s'agit bel et bien du capitalisme. « Changeons le système, pas le climat » est un slogan assez clair à cet égard. Quant aux enquêtes d'opinion récentes, elles disent, malgré leurs difficultés d'interprétation, des choses importantes. Ainsi, selon le sondage Odoxa de décembre 2019, « Les Français ont une mauvaise image du capitalisme : deux sur trois (64%) en ont une mauvaise opinion globale et plus des trois-quarts (77%) pensent que ce système provoque une montée des inégalités et favorise une société obsédée par le profit (81%) ».

Voici, avant de passer aux choses sérieuses, un dessin humoristique que beaucoup connaissent mais dont les autres peuvent profiter.



Dans un [long entretien récent](#) sur le site « Le Vent Se Lève », Gaël Giraud, que je cite souvent en raison de mon haut degré d'accord avec la plupart de ses analyses, répond à la question suivante : « Les Verts sont divisés sur cette question récurrente qu'est le capitalisme. Est-il compatible avec l'écologie ? ». Début de sa réponse : « Je pense que c'est un faux débat... le capitalisme rhénan ou celui de la Suisse dans les années 60 n'a rien à voir avec le capitalisme texan d'aujourd'hui qui lui-même n'a rien à voir avec la Suède, qui n'a rien à voir avec le Japon aux heures glorieuses du toyotisme... Déjà Michel Albert faisait valoir l'affrontement entre deux types, au moins, de capitalisme. Et mon collègue Bruno Amable, lui, en identifie au moins cinq. J'ignore, donc, si la transition vers une société zéro-carbone est compatible avec le capitalisme, et je vous avoue que cette

question ne m'intéresse pas. Elle sert à alimenter nos discussions de bistrots... sans faire avancer la discussion sur la vraie question qui est : par où commence-t-on la transition ? »

Dans ce qui suit, je vais m'engager dans une « discussion de bistrot », vu que pour une fois je ne suis pas d'accord, pour une raison simple : certes UNE vraie question est « par où commence-t-on la transition ? », mais une autre, non moins importante, est : avec qui, et contre qui ? Car si, dans la suite de cet entretien, Gaël Giraud insiste sur « la gestion et la célébration des communs » comme principale alternative, alors, même au bistrot, on doit se demander 1) si « le » capitalisme, ou une de ses variante totalement inédite, est en mesure de célébrer et gérer ces communs que tous les capitalismes du monde ont sacrifié depuis plus de deux siècles sur l'autel du profit privé ou de la rente, et 2) si le principe de « la promotion de ressources partagées, aussi bien des ressources matérielles qu'immatérielles » peut aller de pair avec le principe central commun aux variantes du capitalisme : la valorisation économique de capitaux privés.

Au-delà de ce principe économique commun, le capitalisme, ce sont des acteurs économiques et politiques disposant de pouvoirs plus ou moins étendus selon les arrangements institutionnels. Sur ce point Gaël Giraud a raison. Je propose donc de raisonner ainsi : que resterait-il du capitalisme, quelle qu'en soit la variante, si on lui retirait les pouvoirs suivants, afin de pouvoir « célébrer et gérer » les communs écologiques mais aussi sociaux (comme la Sécu) et même économiques (comme la monnaie). Je reprends ici une liste qui figurait dans un billet de blog de février 2010. Elle n'est pas exhaustive.

Où seraient la « valeur pour l'actionnaire » et les profits d'un capitalisme auquel on aurait retiré, au nom du bien commun, les territoires suivants d'expansion et de profit :

- La croissance quantitative et la stimulation artificielle des pulsions d'achat.
- Le crédit à l'économie et la spéculation financière et boursière sur les monnaies, sur les ressources naturelles et alimentaires, sur le logement, etc.
- Le dumping social et la domination néocoloniale ou impérialiste du Sud.
- L'existence de très hauts revenus, et de très bas.
- Le dumping écologique et la très grande propriété foncière, la gestion de l'eau, de l'énergie...
- La gestion d'autres services publics et services d'intérêt général associés à des droits universels, dont la protection sociale, l'éducation, la santé, les transports collectifs, etc.
- Les droits de propriété intellectuelle sur les connaissances d'intérêt général, sur le vivant, etc.

- La mise en concurrence inéquitable des territoires et des ressources et le commerce inégal.

On peut au moins dire qu'un capitalisme ainsi encadré et limité n'a jamais existé. Car même pendant la période « fordiste » où il a été le plus soumis à des règles et contraintes fortes dans les pays industrialisés (accords de Bretton Woods, forte présence de l'État et des syndicats dans l'économie, impôts très progressifs, inégalités réduites, banques nationales, emplois stables au moins dans la grande industrie, les services publics et les administrations...), il a fonctionné dans le même temps sur la base de la surexploitation sauvage des ressources naturelles et humaines du « Tiers-Monde », en polluant à tour de bras et en industrialisant l'agriculture, et en faisant de la forte croissance de cette époque son principal « argument de vente » auprès de l'opinion.

« REFROIDIR » LE CAPITALISME, OU PLUTÔT LE REFOULER

Je rejoins Edgar Morin, lui aussi interrogé sur le capitalisme : « On ne va pas le remplacer par un coup de baguette magique mais on peut REFOULER SA ZONE DE DOMINATION ABSOLUE ». Je complète ainsi : « en mettant hors de portée de sa logique de surprofits et de rente les biens communs vitaux, écologiques mais aussi sociaux (protection sociale, égalité des sexes...) ».

Quelles configurations pourraient prendre une économie et une société pratiquant un tel « refoulement », pratiqué au nom de biens communs ? Il s'agit de conjectures, mais il faut bien se lancer. Le premier refoulement est la « définanciarisation » de l'économie et de la société, en liaison avec la mise à mal du pouvoir totalitaire des (grands) actionnaires sur l'économie. La définanciarisation est la mesure la plus urgente, et c'est la plus crédible parce que des forces diverses y poussent déjà, allant bien au-delà de ceux qui critiquent le capitalisme. Imaginons à quel point le contrôle socialisé du crédit pourrait contribuer à réorienter l'investissement vers les urgences de la « transition » à long terme. La mise sous tutelle du pouvoir actionnarial, qui sera déjà freiné par la définanciarisation, est également crédible parce qu'on a connu dans le passé des formes de capitalisme où ce totalitarisme n'existait pas.

Mais cela ne peut suffire. Les multinationales continueraient à mettre les territoires de la planète en concurrence et à jouer sur des « avantages comparatifs » dont l'autre nom est le dumping social, écologique, fiscal et démocratique. Il faudra donc d'autres mesures de refoulement, dont la fin des accords dits de libre-échange, qui sont en réalité des accords d'échange inégal et de domination impériale des grands intérêts privés.

ET À TERME ?

Je verrais bien à terme un capitalisme qui ne serait plus qu'un des piliers, non dominant, régulé selon des normes sociales et écologiques, d'une économie plurielle, à côté d'autres piliers, publics, coopératif, associatif, indépendant et libéral, avec des tissus locaux de PME, d'artisans, de paysans associés, le tout financé en fonction du long terme et de l'intérêt général par des banques socialisées. Et avec un très important secteur

d'activités bénévoles, citoyennes, volontaires, locales ou en réseau, favorisées par la réduction du temps de travail sur l'ensemble de la vie, parfois associées à des activités économiques salariées ou indépendantes, parfois autonomes.

Mais alors, on ne pourrait plus dire que l'on est dans des économies capitalistes. Il s'agirait d'économies plurielles avec un secteur capitaliste non dominant réalisant des profits jugés raisonnables et réinvestis dans des projets soutenables. **L'écologie ne peut selon moi être compatible qu'avec un segment de capitalisme circonscrit et mis sous la tutelle de la démocratie, via des normes.** Pour l'instant, c'est plutôt la démocratie, y compris au sein des entreprises, qui fonctionne, ou dysfonctionne, sous la tutelle du capitalisme et de ses normes de profitabilité.

Ensuite ? Une extinction du capitalisme peut-elle être pensée ? Des coopératives partout ? Je n'en sais rien, mais j'observe que tous les modes de production contiennent des survivances des anciens.

Cela dit, personne ne peut sérieusement penser qu'il faille attendre une extinction du capitalisme pour engager la transition écologique (et sociale). Il faut la lancer vite, dans le système tel qu'il est, et c'est en chemin que l'on verra comment faire avec, ou comment défaire, le capitalisme. D'ici là, des gens très différents auront des occasions de coopérer pour « refouler la zone de domination absolue du capitalisme » sur la société, la nature et la finance. Et au cœur de ces alliances, on trouve la défense de biens communs essentiels, gérés en commun, donc la démocratie revivifiée.

Trois billets antérieurs (dont je me suis inspiré dans le texte précédent) autour de la même question :

Peut-on s'en sortir dans le cadre d'un capitalisme réformé ? 22/02/2010

Que faire du capitalisme dans la « transition écologique » ? 30/06/2013

Lordon, Casaux, Ziegler, etc. : faut-il être anticapitaliste pour « sauver la planète » ? 16/10/2018